

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

1er décembre 2022

---

ACCÉLÉRATION DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES (N°443) - (N°  
526)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 1171

présenté par

M. Dive, M. Vincendet, Mme Bazin-Malgras et M. Schellenberger

-----

**ARTICLE 11 DECIES**

Après l'alinéa 17, insérer l'alinéa suivant :

« 3° La transmission des parcelles concernées n'est prévue dans aucune convention. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement apporte des précisions sur la définition de l'agrivoltaïsme, en prévoyant un encadrement de la transmission des parcelles en agrivoltaïsme, afin d'anticiper les changements d'agriculteur actifs qui exploitent ces parcelles, et de permettre plus facilement l'installation de jeunes agriculteurs.

Les installations photovoltaïques doivent être en priorité installées sur les terres déjà artificialisées, notamment les terrains pollués, les toitures, les couvertures de parkings. En parallèle, l'agrivoltaïsme doit être défini et encadré strictement. Il est nécessaire d'éviter une artificialisation masquée et assurer une transmission réussie des parcelles agricoles. Ces conditions n'étant pas réunies pour le moment, il est essentiel d'exprimer son opposition à toutes les installations photovoltaïques au sol sur les terres agricoles.